

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.899/2
DU 12 DÉCEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 6 décembre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des impôts sur les revenus 1992 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"En raison de l'urgence motivée «par la nécessité de faire entrer en vigueur à la date prévue, soit le 1^{er} janvier 2008, les nouvelles mesures d'exécution des articles 400 à 408 du CIR/92 et 30bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs tels que modifiés par la loi-programme du 27 avril 2007 afin de mettre lesdites dispositions en conformité avec l'arrêt rendu le 9 novembre 2006 par la Cour de justice des Communautés européennes (réf. : C-433/04).

Qu'à défaut de mesures d'exécution nouvelles les articles 400 à 408 du CIR/92 et 30bis de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969 ne seraient plus opérants, certaines mesures contenues dans l'arrêté d'exécution du 26 décembre 1998 ayant été sanctionnées par la Cour de justice.

Qu'il n'est pas dans les intentions du gouvernement de supprimer purement et simplement ces mesures visant à lutter contre la fraude dans le secteur de la construction.

Que, tenant compte de la condamnation intervenue le 9 novembre 2006 et des délais nécessaires aux différentes administrations pour pouvoir disposer des applications informatiques permettant d'appliquer la réglementation sans contrevenir à nouveau aux articles 49 C.E. et 50 C.E. la loi-programme en préparation prévoit de, temporairement, suspendre les mesures fiscales obligeant les commettants et entrepreneurs à effectuer des retenues sur factures à défaut de quoi leur responsabilité solidaire peut être mise en cause. Les textes en question ne seront applicables que lorsque le SPF Finances sera dans la capacité de faire la publicité des dettes de ses débiteurs dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à

.../...

caractère personnel. Cette suspension n'entrant pas dans les mesures transitoires que le Roi peut prendre en application de l'article 146 de la loi-programme du 27 avril 2007»."

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

1. En se référant de manière générale à l'article 30*bis* de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et aux articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Codes des impôts sur les revenus 1992, les deux premiers alinéas identifient de manière trop large le fondement légal des dispositions du projet.

Il appartient à son auteur de mieux mentionner les dispositions précises qui, au sein des différents paragraphes et alinéas de ces dispositions, constituent ce fondement légal.

2. Vu la modification apportée à l'arrêté royal du 19 juin 2003 portant sur les modalités d'accès à la Banque-Carrefour des Entreprises par l'article 41 du projet, cet arrêté doit être mentionné dans un alinéa 4, nouveau, du préambule.

Dispositif

Articles 2, § 1^{er}, 14', et 43, alinéa 2

L'article 2, § 1^{er}, 14', prévoit la condition d'enregistrement suivante :

"respecter les obligations en matière d'assurance couvrant la responsabilité des entrepreneurs visée à l'article 1792 du Code civil, telles qu'établies par la loi".

L'article 43, alinéa 2, dispose toutefois que cette condition n'entrera en vigueur que

"(...) le premier jour du trimestre suivant le trimestre dans lequel le cadre légal, les conditions et les modalités de la responsabilité des entrepreneurs visée à l'article 1792 du Code civil sont entrés en vigueur".

Le Conseil national du Travail exprime cependant, dans son avis, le souhait que ces dispositions soient supprimées, "étant donné qu'aucune disposition légale prévoyant cette assurance obligatoire pour cette responsabilité n'a encore été promulguée".

Elles doivent en effet être omises, car il n'appartient pas à l'arrêté d'anticiper sur la législation.

Article 2, § 1^{er}, 9/

L'article 2, § 1^{er}, 9/, dispose que

"(l)'enregistrement comme entrepreneur n'est accordé qu'aux entrepreneurs qui, au moment de la décision de la commission d'enregistrement visée à la section 5, remplissent les conditions suivantes :

(...)

9/ ne pas être en état d'infraction grave dans le domaine des dispositions légales et réglementaires relatives à l'exercice d'activités visées à l'article 1^{er}".

.../...

Cette disposition doit être précisée sur la notion d'"être en état d'infraction", sur l'adjectif "grave" et, dans la version française, sur l'expression "dans le domaine des dispositions (...)". Il ne paraît en effet pas admissible que la commission d'enregistrement procède elle-même à la qualification d'infraction et aucun critère n'est mentionné pour apprécier le caractère "grave" d'une infraction. Le Conseil d'État se demande enfin si, dans le texte français, "le domaine" des dispositions en question couvre un champ d'application identique ou plus large que celui des dispositions elles-mêmes; en tout état de cause, sur ce dernier point, les deux versions doivent être mises en concordance.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour les articles 2, § 1^{er}, 10/ et 13/, et 8, 4/.

Article 2, § 1^{er}, 12/

L'article 2, § 1^{er}, 12/, contient une délégation à "trois ministres compétents" sans que le projet les identifie de manière plus précise.

À la lecture de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, auquel renvoient d'autres dispositions du projet, et des articles 14 et 18, § 1^{er}, on peut supposer qu'il s'agit des ministres qui ont les affaires sociales, les finances et l'emploi dans leurs attributions.

Toutefois, l'article 16, § 1^{er}, 1/, charge également les ministres qui ont la gestion de la Banque-carrefour des entreprises et les classes moyennes dans leurs attributions de l'exécution de certains aspects du projet. En outre, l'article 44, qui forme l'exécutoire, mentionne à ce titre le Vice-Premier ministre et ministre des Finances, le ministre de l'Économie, le ministre des Affaires sociales, le ministre des Classes moyennes et le ministre de l'Emploi.

À l'article 2, § 1^{er}, 12/, la délégation doit être précisée. Il est renvoyé pour le surplus à l'observation faite sur l'article 44.

Article 5

Vu que l'article 5, § 1^{er}, 2', e), a été complété conformément à la proposition formulée dans l'avis du Conseil national du Travail, le Conseil d'État se demande si le second paragraphe ne doit pas être revu en conséquence, afin d'y viser aussi ce littéra e).

Article 8, 3'

L'article 8, 3/, porte notamment sur le retard dans le paiement, non seulement des cotisations sociales, mais aussi "d'avances sur ces cotisations". Le Conseil d'État observe à cet égard que le Conseil national du Travail demande de préciser davantage ce qu'il faut entendre par là.

Dans un souci de sécurité juridique, le texte doit être précisé sur ce point ⁽¹⁾.

Article 11, § 4, alinéa 3

L'article 11, § 4, alinéa 3, rend les articles 66, 67 et 458 du Code pénal applicables à la violation du secret prescrit par le paragraphe 4.

Il n'appartient pas au Roi de régler l'applicabilité de l'article 458 du Code pénal ni celle des articles 66 et 67 du même Code, inclus dans le chapitre VII du livre I^{er} de ce Code ⁽²⁾.

La disposition doit être omise.

La même observation vaut pour l'article 16, § 4, alinéa 2.

⁽¹⁾ Il y a donc lieu d'indiquer si sont ainsi plus particulièrement concernées, par exemple, les provisions prévues par l'article 34*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, précité, comme c'est le cas à la fin de l'article 26, § 1^{er}, du projet.

⁽²⁾ Voir l'article 100 du Code pénal.

Article 12, § 1^{er}, alinéa 3

La règle mentionnée à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 3, figure déjà, en d'autres termes, à l'article 30bis, § 2, alinéa 2, de la loi précitée du 27 juin 1969 et à l'article 401, § 1^{er}, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Du point de vue de la légistique, il est déconseillé de reproduire des dispositions extraites d'un texte de valeur supérieure dans un texte de valeur inférieure, et ce d'autant moins lorsque cette reproduction n'est pas fidèle. Un tel procédé est non seulement superflu d'un point de vue normatif, dès lors qu'il ne crée aucune nouvelle norme, mais il est également susceptible de semer la confusion quant à la nature exacte de la prescription énoncée dans le texte de valeur inférieure, et il risque notamment de faire oublier par la suite que seul le législateur est en droit de modifier la prescription concernée.

La reproduction de dispositions législatives dans un arrêté d'exécution ne peut dès lors être tolérée que pour autant que la lisibilité de l'arrêté le commande, auquel cas il doit être judicieusement fait référence à l'article concerné de la loi, afin que la nature de la disposition en question demeure identifiable.

Article 12, § 3

L'obligation de motivation formelle, prévue à l'article 12, § 3, résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Cette obligation ne doit, dès lors, pas être répétée dans la disposition à l'examen.

La même observation vaut pour l'article 13, alinéa 2.

Articles 15 à 18 et 34

La création du groupe d'impulsion par le Roi, qui en détermine la composition et le fonctionnement, est prévue par l'alinéa 3 des articles 401, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 et 30bis, § 2, de la loi du 27 juin 1969, précitée, modifiés par la loi-programme du 27 avril 2007. La mission de ce groupe est complètement déterminée par ce même alinéa, qui n'appelle donc, sur ce point, aucune mesure d'exécution.

L'article 15 du projet doit, dès lors, être omis, la mission légale du groupe d'impulsion se limitant aux compétences décrites aux trois premiers tirets de son paragraphe 2, alinéa 1^{er}, lesquels reproduisent ainsi inutilement les dispositions légales qui les lui attribuent.

Les dispositions des articles 16 et 17, qui font référence à cet article 15, seront donc revues en conséquence et l'article 18, § 2, omis, de même que la référence qui y est faite dans l'article 34 du projet et la mention des avis du groupe d'impulsion qui y figure.

Articles 19 à 21 et 27

Suivant l'article 13 de l'avant-projet de loi "portant des dispositions diverses (I)" sur lequel la section de législation a donné son avis 43.850/2, le 3 décembre 2007,

"(l)es articles 402 et 403 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacés par l'arrêté royal du 26 décembre 1998 et modifiés par la loi-programme du 27 avril 2007, cessent de produire leurs effets jusqu'à la date à laquelle le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine que la banque de données visée à l'article 403, § 5, du même Code est opérationnelle, et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2009".

Comme les articles 207 et 208 en projet aux articles 20 et 21 constituent l'exécution de ces articles 402 et 403, dont la suspension est ainsi prévue à partir du 1^{er} janvier 2008, l'urgence spécialement motivée requise pour l'application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2', des lois coordonnées sur le Conseil d'État fait défaut, de sorte que la section de législation doit s'abstenir de donner un avis sur ces dispositions ⁽³⁾.

Il en va de même pour l'article 210 en projet à l'article 27, puisque ses dispositions ne sont applicables qu'en cas de défaut du versement imposé par l'article 403 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Article 26

Le Conseil d'État s'interroge sur le fondement légal de la disposition à l'examen.

Articles 29 à 31, 37 et 39

Le même raisonnement que celui développé sous les articles 19 à 21 et 27 vaut pour les articles 29 à 31 puisque, suivant l'article 43, alinéa 1^{er}, du projet, ils n'entreront en vigueur que le 1^{er} juin 2009. Faute d'urgence spécialement motivée, la section de législation s'abstient donc de donner son avis sur ces articles, de même que sur les articles 37 et 39, qui prévoient des mesures transitoires pour l'application des articles 30 et 31.

⁽³⁾ Il en est d'autant plus ainsi que, vu la suspension envisagée de la mise en vigueur des articles 402 et 403 du Code des impôts sur les revenus, l'entrée en vigueur des dispositions qui tendent à les mettre en oeuvre doit être reportée jusqu'au moment où, conformément à la disposition figurant actuellement à l'article 13 de l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses (I), les articles 402 et 403 précités reprendront vigueur.

Article 34

Outre l'observation faite plus haut sur l'article 34 en même temps que sur les articles 15 à 18, qui concerne la publication au Moniteur belge des "avis du groupe d'impulsion visés à l'article 17, § 2", la disposition appelle une autre observation en ce qu'elle limite l'obligation de publier "les décisions coulées en force de chose jugée visées à l'article 401, § 3, deuxième alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992 et à l'article 30*bis*, § 2, onzième alinéa, de la loi (précitée) du 27 juin 1969 (...) au dernier jour du trimestre dans lequel la plate-forme centrale automatisée mentionnée dans cette disposition sera devenue opérationnelle".

Pareil dispositif déroge sans fondement à l'article 401, § 3, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 et à l'article 30*bis*, § 2, alinéa 11, de la loi précitée du 27 juin 1969, qui prescrivent la publication des décisions en question au Moniteur belge, sans que cette obligation puisse être limitée dans le temps.

Le rappel de cette obligation légale étant par ailleurs inutile et peu indiqué sur le plan légistique, la disposition sera omise, compte tenu également de la première observation faite plus haut sur l'article 34.

Article 37

Le mot "précités", qui termine la disposition, peut être omis.

Article 38

Conformément à l'article 56 de la loi-programme du 27 avril 2007, son article 55, qui remplace l'article 30*bis* de la loi du 27 juin 1969, précitée, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Conformément à l'article 108 de la Constitution, le Roi ne peut par ses arrêtés ni suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution.

.../...

L'article 38 du projet ne peut donc, comme il tend à le faire, fût-ce sous le couvert d'une mesure transitoire, reporter l'entrée en vigueur des paragraphes 7 à 9 de l'article 30bis, précité, au 1^{er} juin 2009, en maintenant en vigueur jusqu'à cette date les paragraphes qu'ils remplaceront. Cet article doit donc être omis.

Article 43, alinéa 3

Vu le caractère transitoire des dispositions de cet alinéa, il serait préférable de les intégrer dans le chapitre VI.

Article 44

Les pouvoirs d'exécution que porte la disposition examinée devant perdurer dans le temps, il y a lieu, dans l'exécutoire, de désigner non pas le ministre individuellement par la mention du ou des titres qu'il porte au moment de l'adoption de l'arrêté ni par l'ensemble des compétences dont il est investi actuellement mais de charger de cette exécution ceux qui ont et qui auront en charge la matière précise réglée par l'arrêté, en y renvoyant.

La disposition sera revue, en tenant compte également de l'observation faite sur l'article 2, § 1^{er}, 12/.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.899/2
VAN 12 DECEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 december 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van artikel 30*bis* van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"En raison de l'urgence motivée «par la nécessité de faire entrer en vigueur à la date prévue, soit le 1er janvier 2008, les nouvelles mesures d'exécution des articles 400 à 408 du CIR/92 et 30bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs tels que modifiés par la loi-programme du 27 avril 2007 afin de mettre lesdites dispositions en conformité avec l'arrêt rendu le 9 novembre 2006 par la Cour de justice des Communautés européennes (réf: C-433/04).

Qu'à défaut de mesures d'exécution nouvelles les articles 400 à 408 du CIR/92 et 30bis de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969 ne seraient plus opérants, certaines mesures contenues dans l'arrêté d'exécution du 26 décembre 1998 ayant été sanctionnées par la Cour de justice.

Qu'il n'est pas dans les intentions du gouvernement de supprimer purement et simplement ces mesures visant à lutter contre la fraude dans le secteur de la construction.

.../...

Que, tenant compte de la condamnation intervenue le 9 novembre 2006 et des délais nécessaires aux différentes administrations pour pouvoir disposer des applications informatiques permettant d'appliquer la réglementation sans contrevenir à nouveau aux articles 49 C.E. et 50 C.E. la loi-programme en préparation prévoit de, temporairement, suspendre les mesures fiscales obligeant les commettants et entrepreneurs à effectuer des retenues sur factures à défaut de quoi leur responsabilité solidaire peut être mise en cause. Les textes en question ne seront applicables que lorsque le SPF Finances sera dans la capacité de faire la publicité des dettes de ses débiteurs dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Cette suspension n'entrant pas dans les mesures transitoires que le Roi peut prendre en application de l'article 146 de la loi-programme du 27 avril 2007»."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. In de eerste twee leden wordt de rechtsgrond van de bepalingen van het ontwerp te ruim aangegeven doordat in het algemeen wordt verwezen naar artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en naar de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De steller ervan dient beter aan te geven welke precieze bepalingen in de verschillende paragrafen en leden van die bepalingen die rechtsgrond vormen.

.../...

2. Gelet op de wijziging die bij artikel 41 van het ontwerp wordt aangebracht in het koninklijk besluit van 19 juni 2003 houdende de nadere regelen voor de toegang tot de Kruispuntbank van Ondernemingen, moet dit besluit worden vermeld in een nieuw vierde lid van de aanhef.

Dispositief

Artikelen 2, § 1, 14/, en 43, tweede lid

Artikel 2, § 1, 14/, voorziet in de volgende registratievoorwaarde :

"De verzekeringsplicht naleven tot dekking van de aansprakelijkheid van aannemers zoals bedoeld in artikel 1792 van het Burgerlijk Wetboek, zoals bij Wet vastgelegd".

Artikel 43, tweede lid, bepaalt evenwel dat deze voorwaarde eerst in werking treedt

"op de eerste dag van het trimester volgend op het trimester waarin het wettelijk kader, de voorwaarden en modaliteiten van de verplichte aansprakelijkheid van aannemers als bedoeld in artikel 1792 van het Burgerlijk Wetboek in werking zijn getreden".

De Nationale Arbeidsraad drukt evenwel in zijn advies de wens uit dat deze bepalingen geschrapt worden, "aangezien er nog geen wettelijke bepalingen werden uitgevaardigd die in de verplichte verzekering voor deze aansprakelijkheid voorzien".

Deze bepalingen moeten inderdaad vervallen, daar het niet aan dit besluit toekomt op de wetgeving vooruit te lopen.

Artikel 2, § 1, 9/

Artikel 2, § 1, 9/, bepaalt :

"(de) registratie als aannemer wordt slechts verleend aan aannemers die op het ogenblik van de beslissing van de in afdeling 5 hierna bedoelde registratiecommissie voldoen aan de navolgende voorwaarden :

(...)

9/ niet op ernstige wijze in overtreding zijn met de wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met de uitoefening van in artikel 1 bedoelde werkzaamheden".

Deze bepaling dient te worden verduidelijkt wat betreft het begrip "in overtreding zijn", de bijwoordelijke bepaling "op ernstige wijze" en de zinsnede "dans le domaine des dispositions (...)" in de Franse tekst. Het lijkt immers niet aanvaardbaar dat de registratiecommissie zelf de kwalificatie overtreding verleent en er wordt geen enkel criterium vermeld om te oordelen of een overtreding "ernstig" is. De Raad van State vraagt zich ten slotte af of in de Franse tekst de woorden "le domaine" hetzelfde toepassingsgebied als de bepalingen zelf dan wel een ruimer toepassingsgebied behelzen; wat dit laatste punt betreft, moeten de twee versies hoe dan ook met elkaar in overeenstemming gebracht worden.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 2, § 1, 10/ en 13/, en 8, 4/.

Artikel 2, § 1, 12/

Artikel 2, § 1, 12/, omvat een machtiging aan "drie bevoegde ministers", zonder dat het ontwerp ze nader bepaalt.

Bij het lezen van artikel 11, § 1, eerste lid, 1/, waarnaar andere bepalingen van het ontwerp verwijzen, en van de artikelen 14 en 18, § 1, kan men ervan uitgaan dat het gaat om de ministers tot wier bevoegdheid de Sociale Zaken, de Financiën en de Werkgelegenheid behoren.

.../...

Bij artikel 16, § 1, 1/, evenwel, worden eveneens de ministers tot wier bevoegdheid het toezicht op de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Middenstand behoren met de uitvoering van sommige aspecten van het ontwerp belast. Bovendien vermeldt artikel 44, dat de uitvoeringsbepaling vormt, in deze hoedanigheid de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, de Minister van Economie, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Middenstand en de Minister van Werk.

De machtiging in artikel 2, § 1, 12/, moet worden verduidelijkt. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking over artikel 44.

Artikel 5

Aangezien artikel 5, § 1, 2/, e) aangevuld is overeenkomstig het voorstel vervat in het advies van de Nationale Arbeidsraad, vraagt de Raad van State zich af of paragraaf 2 dienovereenkomstig niet moet worden herzien opdat daarin ook naar deze bepaling onder e) wordt verwezen.

Artikel 8, 3/

Artikel 8, 3/, heeft inzonderheid betrekking op achterstand in de betaling, niet alleen van de sociale-zekerheidsbijdragen, maar ook van "voorschotten op die bijdragen". De Raad van State merkt in dit verband op dat de Nationale Arbeidsraad vraagt nader te preciseren wat daaronder wordt verstaan.

Omwille van de rechtszekerheid moet de tekst op dit punt worden verduidelijkt ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Er moet dus worden aangegeven of het aldus bijvoorbeeld meer bepaald gaat om de provisies bepaald in artikel 34*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 28 november 1969, zoals vermeld aan het slot van artikel 26, § 1, van het ontwerp.

Artikel 11, § 4, derde lid

Artikel 11, § 4, derde lid, verklaart de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek van toepassing op de schending van de geheimhouding, voorgeschreven bij paragraaf 4.

Het staat niet aan de Koning de toepasselijkheid van artikel 458 van het Strafwetboek te regelen, noch die van de artikelen 66 en 67 van hetzelfde Wetboek, vervat in boek I, hoofdstuk VII, van dat Wetboek ⁽²⁾.

De bepaling dient te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 16, § 4, tweede lid.

Artikel 12, § 1, derde lid

De in artikel 12, § 1, derde lid, vermelde regel, is in andere bewoordingen reeds opgenomen in artikel 30*bis*, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 27 juni 1969 en in artikel 401, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Het overnemen in een lagere regeling van bepalingen van een hogere regeling wordt vanuit wetgevingstechnisch oogpunt afgeraden; dit geldt des te meer wanneer die overname niet getrouw is. Een zodanige werkwijze is niet alleen overbodig uit het oogpunt van de regelgeving, aangezien ze geen nieuwe norm tot stand brengt, maar bovendien kan ze tot verwarring leiden over de precieze aard van het in de lagere regeling opgenomen voorschrift en kan ze inzonderheid aanleiding ertoe zijn dat later uit het oog verloren wordt dat alleen de wetgever het betrokken voorschrift kan wijzigen.

Het overnemen van wetgevende bepalingen in een uitvoeringsbesluit kan bijgevolg alleen worden gedoogd voor zover zulks noodzakelijk is voor de leesbaarheid van het besluit, in welk geval een correcte verwijzing naar de betrokken wetsbepaling het aangewezen middel zal zijn om de aard van de betrokken bepaling herkenbaar te houden.

⁽²⁾ Zie artikel 100 van het Strafwetboek.

Artikel 12, § 3

De formele motiveringsplicht, waarin artikel 12, § 3, voorziet, blijkt reeds uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Deze verplichting hoeft bijgevolg niet te worden herhaald in de voorliggende bepaling.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, tweede lid.

Artikelen 15 tot 18 en 34

De oprichting van een stuurgroep door de Koning, die de samenstelling en werkwijze ervan bepaalt, wordt geregeld in het derde lid van de artikelen 401, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, en 30*bis*, § 2, van de voormelde wet van 27 juni 1969, gewijzigd bij de programmawet van 27 april 2007. De taak van deze groep wordt volledig vastgesteld in datzelfde lid, dat, op dat punt, dus geen uitvoeringsmaatregel behoeft.

Artikel 15 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen, daar de wettelijke taak van de stuurgroep beperkt is tot de bevoegdheden die worden beschreven na de eerste drie streepjes van paragraaf 2, eerste lid, ervan, waarin de wetsbepalingen die hem zijn bevoegdheden opdragen zodoende nodeloos worden overgenomen.

De bepalingen van de artikelen 16 en 17, die naar dat artikel 15 verwijzen, moeten dus dienovereenkomstig worden herzien en artikel 18, § 2, moet vervallen, net zoals de verwijzing ernaar in artikel 34 van het ontwerp en de vermelding erin van de adviezen van de stuurgroep.

Artikelen 19 tot 21 en 27

Artikel 13 van het voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen (I)", waarover de afdeling wetgeving op 3 december 2007 een advies 43.850/2 heeft uitgebracht, luidt :

"De artikelen 402 en 403 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 december 1998 en gewijzigd bij de programmawet van 27 april 2007, houden op uitwerking te hebben tot de dag waarop de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vaststelt dat de databank die is vermeld in artikel 403, § 5, van hetzelfde Wetboek operationeel is, en uiterlijk tot 1 januari 2009."

Aangezien de in de artikelen 20 en 21 ontworpen artikelen 207 en 208 de uitvoering zijn van deze artikelen 402 en 403, in de opschorting waarvan aldus wordt voorzien met ingang van 1 januari 2008, is er geen sprake van met bijzondere redenen omklede spoedeisendheid, die vereist is voor de toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zodat de afdeling wetgeving niet van advies mag dienen omtrent deze bepalingen ⁽³⁾.

Zulks geldt evenzo voor het in artikel 27 ontworpen artikel 210, aangezien de bepalingen ervan alleen van toepassing zijn als de bij artikel 403 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 opgelegde storting niet is verricht.

Artikel 26

De Raad van State plaatst vraagtekens bij de rechtsgrond van de voorliggende bepaling.

⁽³⁾ Zulks geldt des te meer daar, gelet op de geplande opschorting van de inwerkingtreding van de artikelen 402 en 403 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, de inwerkingtreding van de bepalingen die ertoe strekken ze uit te voeren, moet worden uitgesteld tot op het tijdstip dat de voormelde artikelen 402 en 403 herleven, overeenkomstig de bepaling die thans is opgenomen in artikel 13 van het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen (I).

Artikelen 29 tot 31, 37 en 39

Dezelfde redenering als die welke gevoerd is onder de artikelen 19 tot 21 en 27, geldt voor de artikelen 29 tot 31, aangezien ze, volgens artikel 43, eerste lid, van het ontwerp, eerst op 1 juni 2009 in werking treden. Omdat het verzoek om spoedbehandeling niet met bijzondere redenen is omkleed, onthoudt de afdeling wetgeving zich van het geven van een advies over deze artikelen, alsmede over de artikelen 37 en 39, die voorzien in overgangsmaatregelen voor de toepassing van de artikelen 30 en 31.

Artikel 34

Naast de opmerking die hierboven over artikel 34 is gemaakt tegelijk met die over de artikelen 15 tot 18, en die betrekking heeft op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de "in artikel 17, § 2, bedoelde adviezen van de stuurgroep", geeft de bepaling aanleiding tot een andere opmerking in zoverre ze de verplichting tot bekendmaking beperkt van "de in kracht van gewijsde gegane uitspraken als bedoeld in artikel 401, § 3, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en in artikel 30*bis*, § 2, elfde lid, van de (voormelde) wet van 27 juni 1969 (...) tot en met de laatste dag van het trimester binnen hetwelk het in die bepaling vermelde centraal informaticaplatform operationeel is geworden".

Zulk een bepaling wijkt ten onrechte af van artikel 401, § 3, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van artikel 30*bis*, § 2, elfde lid, van de voormelde wet van 27 juni 1969, waarin de bekendmaking van de kwestieuze beslissingen in het Belgisch Staatsblad wordt voorgeschreven zonder dat deze verplichting kan worden beperkt in de tijd.

Aangezien het memoreren van deze wettelijke verplichting bovendien nutteloos is en uit het oogpunt van de wetgevingstechniek niet erg raadzaam is, moet de bepaling vervallen, gelet ook op de eerste hierboven gemaakte opmerking over artikel 34.

Artikel 37

Het woord "voormelde" aan het slot van de bepaling kan vervallen.

Artikel 38

Overeenkomstig artikel 56 van de programmawet van 27 april 2007, treedt artikel 55 ervan, dat artikel 30*bis* van de voormelde wet van 27 juni 1969 vervangt, in werking op 1 januari 2008.

Overeenkomstig artikel 108 van de Grondwet mag de Koning met zijn besluiten niet de wetten zelf schorsen noch vrijstelling van de uitvoering ervan verlenen.

Artikel 38 van het ontwerp mag, zoals de intentie daartoe bestaat, de inwerkingtreding van de paragrafen 7 tot 9 van voornoemd artikel 30*bis* dus niet uitstellen tot 1 juni 2009, ook niet onder het mom van een overgangsmaatregel, door de paragrafen die ze zullen vervangen tot die datum in stand te houden. Dit artikel moet dus vervallen.

Artikel 43, derde lid

Aangezien het in dit lid om overgangsbepalingen gaat, zou het verkieslijk zijn ze op te nemen in hoofdstuk VI.

Artikel 44

Aangezien de uitvoeringsbevoegdheden die in de voorliggende bepaling worden verleend in de tijd moeten voortduren, behoort in de uitvoeringsbepaling niet de minister persoonlijk te worden aangewezen, door het vermelden van de titel of titels die hij draagt op het tijdstip van de goedkeuring van het besluit, noch van alle bevoegdheden die hij thans heeft, maar dienen degenen die bevoegd zijn en bevoegd zullen zijn voor de in het besluit geregelde aangelegenheid, met die uitvoering te worden belast door ernaar te verwijzen.

.../...

De bepaling moet worden herzien, waarbij eveneens rekening dient te worden gehouden met de over artikel 2, § 1, 12/ gemaakte opmerking.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS